

L'an deux mille quatorze et le trente avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 30 AVRIL 2014

Date de convocation : 24 avril 2014

Affiché le : 6 mai 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 55 puis 54 à partir de la délibération n°60, puis 55 à partir de la délibération n°71

Nombre de pouvoirs : 8 puis 7 à partir de la délibération n°60, puis 8 à partir de la délibération n°71

Nombre de votants : 62

Nombre d'absents excusés : 1

PRÉSENTS :

Aubignan : Guy REY – France MIRTO – André CAMBE – Stéphane GAUBIAC – **Beaumes-de-Venise :** Christian GONNET – Sabine SOL – **Beaumont-du-Ventoux :** Bernard CHARRASSE – **Bédoin :** Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – **Caromb :** Léopold MEYNAUD – **Carpentras :** Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON arrivée à partir de la délibération n°60 – Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Gérard ROLLAND – Bernard BOSSAN – Jacqueline RENOU – Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY – Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – **Crillon le Brave :** Guy GIRARD – **Flassan :** Michel JOUVE – **Gigondas :** Eric UGHETTO – **Lafare :** Jean-Paul ANRES – **La Roque Alric :** Francis JULLIEN – **La Roque sur Pernes :** Joseph BERNHARDT – **Le Barroux :** pouvoir – **Le Beaucet :** François ILLE – **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO – **Malacène :** Dominique BODON – Bénédicte MARTIN – **Mazan :** Aimé NAVELLO – Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET – **Modène :** Christian RIPERT – **Saint Didier :** Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – **St Pierre de Vassols :** Ghislain GRICOURT – **Sarrians :** Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ – **Suzette :** Jean-Alain MAZAS (suppléant de Patricia OLIVERO) – **St Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO – **Vacqueyras :** Jean-Marie GRAVIER – **Venasque :** Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Christine TRAMIER a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD - Agnès MOISSON a donné pouvoir à Francis ADOLPHE de la délibération n°55 à la n°59 - Pauline DREANO a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Karine GUEZ a donné pouvoir à Bruno GANDON - Hervé DE LEPINAU a donné pouvoir à Jeanne YVAN - Danièle SIMONI a donné pouvoir à Guy BERNARD - Julien AUBERT a donné pouvoir à Véronique BAUDIN - Bernard MONNET a donné pouvoir à Gilles VÈVE – Anne-Marie BARDET a donné pouvoir à Gérard VILLON à partir de la délibération n°71-14.

ABSENTS EXCUSÉS : Julien LANGARD

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : France MIRTO

Conseil de Communauté du 30 avril 2014

Délibération n°69-14

Direction des Ressources et moyens – Service des Ressources humaines

Objet : Collaborateur de cabinet

Conseil de Communauté du 30 avril 2014

Délibération n°69-14

Direction des Ressources et moyens – Service des Ressources humaines

Objet : Collaborateur de cabinet

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 110,

Vu le décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales,

Sur le rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré, par un vote à main levée à l'unanimité des suffrages exprimés,

Article 1 : AUTORISE le recours à trois emplois non-permanents de collaborateurs de cabinet, pour la durée du mandat de l'exécutif.

Article 2 : INSCRIT AU CHAPITRE 012 DU BUDGET les crédits nécessaires pour permettre à Monsieur le Président l'engagement de ces collaborateurs.

Conformément à l'article 7 du décret n° 87-1004 précité, le montant des crédits sera déterminé de façon à ce que :

- d'une part, le traitement indiciaire ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de l'établissement public occupé par le fonctionnaire en activité ce jour (ou à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire en activité dans l'établissement public),
- d'autre part, le montant des indemnités ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de l'établissement public et servi au titulaire de l'un des emplois susvisés.

En cas de vacance dans l'emploi fonctionnel (ou dans le grade retenu en application des dispositions de l'article 7 du décret précité), le collaborateur de cabinet conservera à titre personnel la rémunération fixée conformément aux dispositions qui précèdent.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :



Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140430-delib69-14-DE
Date de télétransmission : 06/05/2014
Date de réception préfecture : 06/05/2014